

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 11 mars 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 janvier 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société Enertrag Poitou Charentes IV**

9 mail Gay Lussac  
95000 Neuville-sur-Oise

Référence : 2026 142 UbD16-86 ENV86  
Code AIOT : 0003103387

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 janvier 2026 du chantier de parc éolien des « Terrages » sur la commune de Plaisance Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une visite de suivi du chantier de construction du parc.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Parc éolien des « Terrages »
- Commune de Plaisance
- Code AIOT : 0003103387
- Régime : Autorisation

Visite d'inspection du chantier de construction du parc éolien des « Terrages » exploité par la société Enertrag Poitou-Charentes IV sur la commune de Plaisance (86500). Ce parc, qui sera constitué de 4 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 3 MW et d'une hauteur en bout de pales de 180 m, a été autorisé sous le régime de l'autorisation le 13 novembre 2019.



## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures spécifiques liées à la phase travaux et à l'accès du parc	Arrêté préfectoral du 13 novembre 2019, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Mesures liées à la construction	Arrêté préfectoral du 13 novembre 2019, article 14
3	Mesures d'évitement, réduction et compensation pour la phase construction issues de l'étude d'impact	Arrêté préfectoral du 13 novembre 2019, article 4
4	Mesures d'évitement, réduction et compensation pour la phase construction issues de l'étude d'impact (suite)	Arrêté préfectoral du 13 novembre 2019, article 4

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présence avérée d'individus d'Elanion blanc ayant établi leur habitat et leur site de reproduction à proximité du chantier mais dont l'espèce n'avait pas été identifiée lors de l'étude d'impact requiert, de la part de l'exploitant, de se positionner sur la nécessité de dépôt d'une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées, sur la base de la qualification des impacts du parc sur cette espèce et des mesures d'évitement et de réduction, ainsi qu'un dispositif de suivi permettant d'en évaluer l'efficacité, qui devront être proposées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures liées à la construction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 13 novembre 2019, article 14
<b>Thème :</b> Sécurité aérienne
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'exploitant fait connaître à la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud (Salon de Provence) ainsi qu'à la Direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest (Mérignac) : les différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnelle du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ; pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises). Le guichet DGAC (SNIA/Pôle de Bordeaux/UDS – Aéroport Bloc Technique – BP 60284 – 33697 Mérignac (Cedex) est informé de l'édification des éoliennes dans un délai de 3 mois avant le début des travaux pour l'inclure en temps utile dans les publications aéronautiques à caractère permanent (AIP France – rubrique : obstacles de grande hauteur). Ce même guichet est également averti une semaine avant la période de levage pour passer un NOTAM (information aéronautique à durée limitée mais à diffusion rapide pour les cas d'urgence). Dans les cas d'utilisation d'engins de levage, d'une hauteur supérieure à 80 mètres, il est impératif de prévoir un balisage diurne et nocturne réglementaire. <i>Les coordonnées du chef d'exploitation du parc éolien sont fournies au guichet DGAC dans les meilleurs délais, afin de valider un protocole d'exploitation à appliquer en cas de panne de balisage. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet le justificatif de la demande de NOTAM adressée au guichet de la DGAC le jour même de l'inspection (21 janvier 2026), la période de levage des éoliennes étant programmée entre le 02 février et le 28 février.  Un balisage diurne et nocturne sera prévu sur les engins de levage d'une hauteur supérieure à 80 m, qui seront acheminées sur place fin janvier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux et à l'accès au parc

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 13 novembre 2019, article 8
<b>Thème :</b> Planning de chantier et suivi écologique
<b>Prescription contrôlée :</b> « <i>Un mois avant le début des travaux, l'exploitant communique à l'inspection un planning prévisionnel du chantier, cohérent avec les enjeux biologiques identifiés dans l'étude d'impact. Afin de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune et de la faune, les travaux de coupe et d'arrachage de haies ainsi que les travaux de terrassement ne doivent pas commencer entre le 1er mars et le 31 août. Seuls les travaux de coupe, d'arrachage de haies et de terrassement relatifs à des secteurs ou emprises au droit desquels le chantier a été initié le 1er mars peuvent être poursuivis. En cas de suspension de plus de 5 jours, les travaux sont interrompus jusqu'au 31 juillet. Si, dans des cas justifiés (intempéries par exemple), ce planning ne peut pas être respecté, les dates de travaux peuvent être ajustées, après avis d'un écologue et validation par l'inspection. Cet ajustement est subordonné au respect des prescriptions, notamment en termes de suivi de chantier, adaptées aux enjeux biologiques identifiés dans l'étude d'impact et à l'avis de l'écologue. [...] Une visite de reconnaissance du site par un écologue a lieu avant le début des travaux afin de vérifier le maintien des enjeux en dehors des zones de chantier et de sensibiliser le personnel de chantier. Un passage en cours de chantier a lieu afin d'évaluer l'impact réel des travaux et éventuellement</i>

*de proposer des mesures afin de limiter les effets du chantier. Une visite de clôture de chantier est effectuée afin de vérifier le respect des préconisations de l'étude d'impact lors des travaux et de la mise en place des préconisations en phase d'exploitation. [...]*

#### **Constats :**

En amont du démarrage des travaux, tel que prévu dans l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 novembre 2019, le planning prévisionnel du chantier a été communiqué à l'inspection le 16 juin 2025 pour un démarrage des travaux sur les pistes et plateformes début septembre. Les travaux externes à l'emprise du parc ont débuté au mois d'août (élargissement de la voirie entre le croisement de la RD112a et la RN147 jusqu'à l'entrée du parc : pose de poutres de renforcement de part et d'autre de l'accotement de la chaussée).

Ce planning respecte la période de reproduction et de nidification des espèces puisque les travaux de terrassement pour la réalisation des fondations ont débuté début octobre (période d'interdiction du 1er mars au 31 août). En pratique, les travaux de réalisation de la base vie ont effectivement débuté à partir du 18 août, sous réserve de l'avis favorable de l'écologue en charge du suivi environnemental du chantier.

Ce dernier ayant estimé que la prairie naturelle non fauchée sur laquelle a été construite la base vie ne comportait aucun enjeu important, notamment pour les insectes (CR n°1 du 17/07/2025). De la même manière, une tranchée a été creusée en août le long de la RD112a en vue du raccordement électrique du parc (notamment PS1). Le rebouchage a été effectif à l'avancée afin d'éviter de former des pièges à faune protégée (reptiles, amphibiens) conformément aux préconisations de l'écologue. Enfin, le toit du poste de livraison a été changé le 28 août, sans élagage ou abattage d'arbre.

La visite de reconnaissance du site par l'écologue a eu lieu les 16 et 17 juillet 2025. Celui-ci a pu identifier plusieurs enjeux environnementaux, notamment :

- la présence de Grand Capricorne ;
- la nidification possible de l'Élanion blanc (accouplement et nid observés au sud du chantier, le long de la RD112A)
- la présence de cavités ou d'écorces favorables à la présence de chauve-souris ou d'oiseaux dans des arbres ayant vocation à être abattus ou élagués.

L'exploitant indique que la présence de l'Élanion blanc a pu être observée au cours du suivi comportemental des rapaces mené en 2021 dans le cadre de travaux agricoles. Sur l'initiative de l'exploitant, une clause relative au suivi comportemental de cette espèce a été ajoutée au devis contracté avec le bureau d'étude en charge du suivi environnemental du chantier. À la suite de la visite de reconnaissance de l'écologue, un suivi de la fréquentation du chantier et de la nidification de l'Élanion Blanc a été mis en œuvre, d'autant que cette espèce n'avait pas été identifiée lors de l'étude d'impact. Les arbres ou écorces susceptibles de constituer un habitat favorable ont été conservés et balisés (marquage à la peinture, chaîne de couleur rouge et blanche, pancarte informative). À la suite de cette visite de reconnaissance, l'écologue a réalisé des visites de chantier à un rythme mensuel (26 août, 16 et 17 septembre, 15 et 16 octobre, 25 et 26 novembre, 15 décembre).

Les comptes-rendus de visite ont été adressés à l'inspection et retracent le suivi des potentiels microhabitats qui ont été bouchés et retirés après vérification d'absence d'individus, l'absence d'amphibien dans l'emprise du chantier, la réalisation d'un suivi comportemental de l'Élanion Blanc.

Pour cette espèce, l'écologue relève la présence de 4 juvéniles et 2 adultes réparties sur 2 zones d'activités distinctes. Ces individus semblent s'accoutumer à la présence du chantier, tout en restant à bonne distance (150m) en cas de présence humaine.

Une visite de clôture du chantier sera organisée en présence de représentants du conseil départemental et de la mairie de Plaisance.

Le jour de l'inspection, cette visite n'a pas encore été programmée.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Considérant la présence avérée d'individus d'Elanion blanc qui ont établi leur habitat sur un territoire à proximité du chantier, ainsi que l'établissement d'un site de reproduction ou de nidification, confirmé par l'observation de juvéniles.</p> <p>Considérant qu'il s'agit d'une espèce protégée inscrite à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009, fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, et que cette espèce n'a pas été identifiée lors de l'étude d'impact du dossier d'autorisation environnementale.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de <u>se positionner sur la nécessité de dépôt d'une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées</u>, sur la base de la qualification des impacts du parc sur cette espèce et des éventuelles mesures d'évitement et de réduction (intégrant un dispositif de suivi permettant d'évaluer l'efficacité de ces mesures) proposées par l'exploitant, qui devront présenter des garanties d'effectivité telles qu'elles permettent de diminuer le risque de destruction ou de perturbation des espèces protégées au point que ce risque n'apparaisse comme n'étant pas suffisamment caractérisé.</p> <p><u>En phase chantier :</u></p> <p>L'exploitant doit proposer dans les meilleurs délais, et dans tous les cas avant le début des essais dynamiques, <u>une évaluation des impacts bruts et résiduels après application des mesures adaptées à cette espèce en phase chantier</u>.</p> <p>À cet effet, l'exploitant transmet le calendrier mis à jour des essais avant mise en service sous 1 semaine.</p> <p>La réalisation des essais dynamiques ne pourra avoir lieu que sur avis favorable explicite de l'Inspection.</p> <p><u>En phase exploitation :</u></p> <p>Une <u>évaluation des impacts en phase exploitation</u> devra également être présentée sous 3 mois.</p> <p>À défaut du respect de ces demandes dans les délais impartis, un arrêté de mise en demeure sera proposé à l'autorité préfectorale.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Mesures pour la phase construction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 13 novembre 2019, article 4
<b>Thème :</b> Mesures ERC pour la phase construction issues de l'étude d'impact (version du 12 décembre 2017)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées, et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur. [...] »</p> <p><u>Extraits des mesures d'évitement, réduction et compensation pour la phase construction – pages 349 à 356 de l'étude d'impact :</u></p>

C3 : Réutilisation de la terre végétale excavée lors de la phase travaux - Lors de la réalisation des fouilles (fondations, poste de livraison) et des tranchées, le sol sera creusé et la terre végétale sera extraite du milieu. La terre végétale extraite sera déposée en surface des parcelles concernées. Dès la fin de la construction, le sol sera remis en place sur les fondations et dans les tranchées. Les roches et éventuels gravats extraits seront envoyés en déchetterie ou réutilisés pour le comblement. Les tranchées réalisées pour le raccordement électrique seront remblayées le plus rapidement possible pour éviter toute forme de drainage de l'eau. La terre végétale (préalablement mise de côté) sera remise en surface afin que le couvert végétal se reconstitue de lui-même.

C7 : Drainer l'écoulement des eaux sous les voies d'accès de PS1 et PS2 - L'installation d'un système de drainage sous la voie à créer pour les éoliennes PS1 et PS2 permettra la continuité de l'écoulement des eaux. Il sera donc installé une buse en béton d'un diamètre adapté à la conservation de l'écoulement.

C9 : Préservation de la qualité des eaux souterraines – Prise en compte d'un seuil d'alerte de la turbidité (mesurées actuellement en continu au niveau du captage) entraînant la coupure des pompes d'alimentation en eau potable en cas de dépassement ; réalisation de sondages de reconnaissance sans usage de produits pouvant contaminer les eaux souterraines et rebouchage dans les règles de l'art en cas de non-usage pour consolidation des sols ; utilisation de produits de consolidation les plus neutres possibles pour la ressource en eau (pas d'adjuvants présentant un risque pour la qualité de l'eau ; utilisation de techniques de consolidation les moins susceptibles de déstabiliser le milieu et de provoquer des départs en profondeur dans la nappe de produits de consolidation ; limiter autant que possible les ruissellements sur la zone de découverte par les travaux afin d'éviter ou de limiter tout décolmatage par lessivage de conduits karstiques qui entraînerait leur réactivation.

C10 : Réaliser la réfection des chaussées des routes départementales et des voies communales après les travaux de construction du parc éolien – Un état des lieux des routes du périmètre rapproché sera effectué avant les travaux. Un second état des lieux sera réalisé à l'issue du chantier. S'il est démontré que le chantier a occasionné la dégradation des voiries, des travaux de réfection devront être assurés par la société d'exploitation dans un délai de six mois après la mise en service du parc.

C12 : Déclaration des travaux aux gestionnaires de réseaux – Le chantier sera précédé comme il se doit d'une déclaration de projet de travaux (DT) et d'une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT). [...] Une déclaration d'ouverture de chantier (DOC) sera ensuite effectuée pour signaler à l'administration et aux gestionnaires de réseaux le début des travaux. De la même façon, une déclaration attestera de l'achèvement et de la conformité des travaux.

### **Constats :**

Le jour de l'inspection, il est constaté :

C3 : La présence de terre végétale stockée en andains à proximité de chacune des machines en construction. Le décapage de la terre végétale n'a pas donné lieu à la découverte de roches ou de gravats.



C7 : Des busages définitifs de 300mm ont été réalisés au niveau des jonctions des plateformes de PS2, PS3 et PS4. Un busage de diamètre 500 mm a été installé au niveau de la plateforme du poste de livraison. Pendant le chantier, 3 busages temporaires de 300 mm ont été réalisés au niveau du virage d'entrée pour accéder au parc, au niveau de l'accès à PS4 ainsi que sur l'aire de retournement, conformément aux plans de masse "Mesure C7" (version du 22/01/2026) transmis par l'exploitant. Il n'est pas constaté sur site d'accumulation d'eau le long de ces voies d'accès.

C9 : Selon les plans de coffrage des fondations, le fond de fouille atteint 3.60 m pour les éoliennes PS2 à PS4. Les fondations de l'éolienne PS1 ont été conçues au niveau du terrain naturel puis remblayées par de la terre végétale. De fait, la mesure C9 n'est pas applicable car la nature du sous-sol et les fondations superficielles n'ont pas nécessité d'investigation concernant un risque de perturbation de la qualité des eaux souterraines.

C10 : Une convention a été signée le 16 mai 2025 entre l'exploitant et le conseil départemental de la Vienne prévoyant un état des lieux contradictoire effectué le 17 juillet 2025 sous constat d'huissier, la réalisation de travaux préventifs de renforcement de la voirie avant le démarrage du chantier, un entretien régulier de l'exploitant ainsi que des travaux de réfection en fin de chantier. 3 interventions curatives ont été menées sur la RD112a qui a été condamnée à cette occasion. Les travaux de réfection sont prévus au printemps 2026.

C12 : La déclaration d'ouverture de chantier (DOC) a été reçue à la mairie de Plaisance le 08 août 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Mesures pour la phase construction

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 13 novembre 2019, article 4

**Thème :** Mesures ERC pour la phase construction issues de l'étude d'impact (version du 12 décembre 2017) - suite

**Prescription contrôlée :**

« Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées, et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur. [...]

Extraits des mesures d'évitement, réduction et compensation pour la phase construction – pages 349



à 356 de l'étude d'impact :

C14 : Plan de gestion des déchets de chantier – Un plan de gestion des déchets de chantier sera mis en place par le maître d'ouvrage afin d'appliquer la réglementation en vigueur sur les déchets. La gestion permettra de prévoir en amont la filière d'élimination ou de valorisation adaptée à chaque catégorie de déchets [...] Le tri sélectif des déchets sera mis en place sur le chantier via des conteneurs spécifiques situés sur une zone dédiée de la base de vie, afin de limiter la dispersion des déchets sur le site. Le chantier sera nettoyé d'éventuels dépôts tous les soirs. Les déchets ne seront pas brûlés sur place.

C17: Préservation des espèces protégées inféodées aux vieux bois – Pour les coléoptères saproxyliques, les quelques arbres coupés et les plus grosses branches des arbres élagués pourront être stockés sur place de façon à apporter des matériaux favorables au développement des insectes. Les propriétaires et exploitants seront informés sur les emplacements et les motivations du stockage de bois à laisser sur le site. Pour les chiroptères, un inventaire préalable à la réalisation de l'opération de défrichement sera réalisé par des écologues. Ce suivi devra donc permettre un recensement exhaustif des habitats favorables au repos ou à la reproduction des chiroptères, qu'ils soient occupés ou non. Par ailleurs, si des cavités favorables aux chiroptères étaient identifiées, il s'agira de vérifier par des écologues cordistes l'absence de fréquentation de ces cavités juste en amont de la coupe. L'écologue bouchera alors ces cavités pour faire en sorte qu'elles ne soient pas à nouveau exploitées avant la coupe de l'arbre en question. Si malgré tout, une espèce protégée occupée quand même une cavité, en fonction du diagnostic de la fonctionnalité avérée de la cavité, de la phénologie des espèces concernées, du stade d'avancement de cette phénologie, il s'agira d'adapter les mesures appropriées permettant l'évitement de destruction d'individu et la poursuite à terme de la fonction d'habitat le cas échéant [...]

C18 : Plantation de haies – Le porteur de projet s'engage à replanter une distance correspondant au double de l'évaluation de linéaire coupé pour les besoins du projet. La longueur calculée étant de 278 m de haies abattues, ce sont 556 m qui seront replantés. Idéalement, il s'agit de planter des espèces locales. L'objectif étant de ne pas modifier le peuplement, afin de ne pas changer sa fonctionnalité vis-à-vis de l'avifaune mais également à la petite faune non volante. Les haies seront plantées idéalement dans le même secteur, mais elles ne devront pas être réimplantées sous les zones de survol des pales des éoliennes, de manière à limiter le risque de mortalité le long de ces corridors linéaires. [...] Les caractéristiques des plantations seront les suivantes :

- hauteur des plants 40 à 60 cm pour les espèces arbustives et 1,50 m pour les arbres,
- linéaire 556 mètres linéaires,
- localisation des plantations : A490, A499 et A658 en cours d'acquisition par la mairie de Plaisance.
- [...] protections : pose de filets de protection et paillage pour chaque arbuste. L'organisation de la plantation devra faire l'objet d'un plan de plantations préalablement réalisé par un paysagiste concepteur, une association ou organisme qualifié.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, il est constaté :

C14 : La présence de bennes de tri sélectif (carton, bois, déchets non dangereux) au niveau de la base vie. Par sondage, il a été demandé de fournir les éléments de traçabilité relatifs à la gestion des déchets verts (haies arrachées pendant la phase de préparation des travaux). L'exploitant transmet les bordereaux de suivi de déchets (17 et 24/11/2025) relatifs au chantier de construction et faisant état de l'évacuation de 9 tonnes de déchets de construction et de démolition en mélange vers une plateforme de traitement de déchets non-dangereux.

C17 : Cf point de contrôle n°2 : Le suivi de l'écologie a permis d'identifier la présence de cavités ou d'écorces favorables à la présence de chauve-souris ou d'oiseaux dans des arbres ayant vocation à être abattus ou élagués. Ces micro-habitats ont été bouchés (cavités) et retirés (écorces décollées) après vérification de l'absence d'individus (avifaune ou chiroptères) avant leur coupe.

Tous les arbres à Grand-Capricorne ont été balisés (marquage à la peinture orange "B" sur l'arbre ou au sol lorsque nécessaire, et chaîne rouge et blanche sur certains arbres sensibles) afin de les préserver. »

C18 : Conformément au porter-à-connaissance présenté par l'exploitant en mai 2025, le linéaire de haies à défricher a été mesuré à 625 m. L'exploitant a replanté le double de ce linéaire (soit 1 360 ml) ainsi que 300 m<sup>2</sup> de bosquets comme mesure compensatoire. La présence de ces haies et bosquets ainsi que de leur entretien a pu être constaté sur site en présence de l'exploitant, conformément au cahier d'aménagement de plantation. Les premières plantations ont été réalisées en 2020, puis en 2023. Quelques plants morts ont été remplacés début 2025. Un suivi régulier de ces plants est assuré par un jardinier paysagiste avant que la commune n'en reprenne la responsabilité pendant la durée de l'exploitation du parc.

**Type de suites proposées :** Sans suite